

LICENCIEMENT - PRECARITE - EXCLUSION

Tous-tes mobilisé-es dans la rue contre la régression sociale

Avec ses « plans de relances » le gouvernement Macron distribue à flot de l' « argent magique » à ses amis capitalistes alors que les classes populaires manquent de tout. Il assume ainsi leur enrichissement permanent tout en continuant l'austérité libérale à l'encontre des travailleurs et précaires de ce pays. 100 milliards du plan de relance iront dans les poches du patronat sans contrepartie sur l'emploi, les rémunérations ou les conditions de travail et l'aumône de 1,8 milliards soit 150 euros par personnes pour les plus fragiles de notre société, autant dire des miettes.

Cette politique d'inégalité a des conséquences graves pour les travailleurs-es puisque s'accumulent les annonces de licenciements dans les entreprises : Air France, Bridgeston, Nokia, Renault, Baccara, Getrag, Papeterie de Begles et tant d'autres qui profitent de la crise sanitaire pour supprimer des milliers d'emploi et aggraver à terme les conditions de travail. En 2020 un million de personnes supplémentaires auront basculé ainsi dans la pauvreté.

6,5 millions de personnes sont sans emploi (Chiffre Dares) seuls 3 millions sont indemnisés par l'assurance-chômage, soit 46% des inscrits à Pôle emploi. A cela rajoutons quatre millions de foyers titulaires du RSA ou de l'allocation spécifique de solidarité ; Minima sociaux qui ne permettent même plus de survivre. Les départements ont enregistré partout une augmentation de 9,2 % des demandes de RSA au mois d'août par rapport à l'an dernier à la même période ! Les structures d'aide alimentaire sont saturées de demande et « font face à une augmentation soudaine allant de 15 à 50 % dans certains départements ». Les salariés, les travailleurs précaires, intermittents, intérimaires, les personnes en fin de droits, les jeunes, les SDF, les personnes âgées et les

sans-papiers sont en première ligne et payent un lourd tribut à la crise.

Cela ne suffit pas ni au gouvernement et ni au patronat, qui veulent nous imposer des conditions d'exploitation toujours plus dures et nous obliger à accepter des emplois dégradés souvent très précaires ou *Bullshit jobs** « en traversant la rue ». D'ores et déjà des prévisions font état d'un million de chômeurs-es supplémentaires d'ici fin 2020. Nous sommes face à une véritable catastrophe sociale qui n'ira qu'en s'amplifiant. Or, si aujourd'hui 12 millions de salarié-e-s ont été couvert-e-s par le chômage partiel (payé pour partie par l'UNEDIC) des milliers de contractuelles à durée déterminée ou en CDD d'usage, de vacataires, d'intérimaires, de permitents de l'emploi ou uberisés, d'auto entrepreneurs contraints ou employés non déclarés, les intermittents ont vu leurs missions arrêtées ou non renouvelées et ne les verront pas reconduites. Des secteurs entiers de l'économie – hôtellerie, restauration, culture, tourisme, sports... – sont déjà à l'arrêt sans savoir dans quel délai ni dans quelles proportions ils et elles pourront reprendre leur activité.

La réforme de l'assurance chômage, par son décret du 29 décembre 2018 aggrave les sanctions tandis que celui du 26 juillet 2019, dont le premier volet au 1er novembre a allongé la durée d'affiliation nécessaire pour l'ouverture de droits et leur recharge, avait déjà exclu de l'indemnisation plus d'un demi-million de chômeurs, chômeuses et précaires. Le second volet de ce décret, dont l'application a été reportée au 1er avril 2021, suivant une note de l'Unedic diminuerait ou supprimerait les allocations d'au moins 840 000 chômeurs-es et précaires, et toucherait particulièrement ceux et celles qui alternent contrats courts et chômage.

*« *Bullshit jobs* » [[bolʃit dʒɔbz](#)] ou est une expression d'[anglais américain](#) signifiant littéralement « emplois à la con ». Elle désigne des tâches inutiles, superficielles et vides de sens effectuées parfois dans le monde du travail.

La spirale récessive dans laquelle l'économie capitaliste, alimentée par des crises à répétitions, politiques, économiques, écologiques, sociales et sanitaires, plonge la société humaine dans l'appauvrissement tout en garantissant l'enrichissement des classes dominantes. La fortune des milliardaires dans le monde a atteint la somme inédite de 10 200 milliards de dollars durant la crise

sanitaire, a constaté un rapport de la banque UBS et du cabinet de conseil PwC, publié mercredi 7 octobre 2020.

D'autres choix de société sont possibles et même nécessaires pour engager une transformation sociale et écologique profonde en France !

Mobilisons-nous ensemble pour :

- L'interdiction des licenciements
- La réduction du temps de travail à 32 heures sans réduction de salaire avec loi cadre, sans flexibilité pour travailler tous-tes, en travaillant moins pour vivre mieux
- Un emploi en CDI correctement rémunéré, librement choisi, socialement utile
- La création d'un revenu garanti inconditionnel à hauteur du Smic avec ou sans emploi
- L'abrogation définitive de la réforme de l'assurance-chômage à savoir les décrets du 29 décembre 2018 et du 26 juillet 2019
- Face à l'augmentation du chômage retour de la dispense de recherche d'emploi à partir de 55 ans
- L'arrêt des radiations et des contrôles à Pôle emploi
- Le retour à un véritable service public de l'emploi, le renforcement de ses missions d'accompagnement, de formation et d'indemnisation, avec les moyens adaptés notamment par la création des postes d'agent-e-s nécessaires. D'une manière générale, redonner à tous les services publics les moyens pour refaire de l'égalité des chances un axe prioritaire, et principalement la santé et l'école
- Une aide exceptionnelle d'un montant de 500 euros dite prime de Noël pour tous les précaires
- L'application du droit au logement pour tous et toutes
- La retraite à 60 ans pour tous-tes ayant le smic pour plancher
- La régularisation immédiate de tous les sans papiers

LE 5 DECEMBRE 2020 MANIFESTATION / RASSEMBLEMENT 15H PLACE DE LA VICTOIRE

A l'appel de:

